

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak

N° 512 du 23.02 au 01.04.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part :

Journées de la colère en Irak: le sang coule.

Joachim Guilliard : Les Irakiens aussi se soulèvent, mais...silence radio.

Ihab G. Taha : Facebook-Irak: ce que veut le peuple irakien .

Manifestations contre la corruption en Irak.

Un campement de manifestants a été attaqué ...

Dommages Collatéraux...

Une base militaire américaine, à Divaniya, frappée par des missiles ...

1 Politique

a) Des collaborateurs Irakiens

b) Des occupants

1) Usa

2 Lutte pour la libération du territoire.

3 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

3-1 Gwenette Robertson : Message du 06/03/11 –

4 Les brèves

4-1 L'oléoduc incendié a été saboté...

4-2 L'oléoduc saboté réparé, le brut à nouveau pompé vers la Turquie...

4-3 Les exportations de pétrole boostées par la crise libyenne.

4-4 Le FMI sceptique sur les objectifs de production de pétrole de l'Irak.

5 Dossier & Point de vue

5-1 Irak de la colère: le trouble jeu de Moqtada al-Sadr.

6 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

6-1 Charles DAVIS, Medea BENJAMIN : Il vaut mieux commettre un crime de guerre que d'en dévoiler un ... -

6-2 DÉCLARATION D'«ACTION URGENTE CANADA».

7 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

7-1 Les autorités suisses doivent enquêter sur W. Bush.

7-3 Information judiciaire contre l'ancien président américain George W. Bush.

Tiré à part :

Journées de la colère en Irak: le sang coule.

En Irak, les manifestations contre les gouvernements de Bagdad et d'Erbil se succèdent, crescendo.

A Bagdad, le 25 février – Journée de la colère irakienne - 5 000 personnes étaient rassemblées, non sans difficulté, place Tahrir, pour réclamer de meilleures conditions de vie, condamner la corruption et l'incurie des dirigeants et demander leur démission. Ils rendaient la double occupation du pays responsable de leur malheur, car pour la majorité d'entre eux, le régime instauré par les Américains n'est pas une démocratie, mais une « cleptocratie » ! Les Irakiens, c'est clair, exigent des élections libres et transparentes, ce qui est loin d'avoir été le cas depuis 2003.

Nouri al-Maliki paniqué

Les décisions prises par Nouri al-Maliki pour tenter de réduire les mécontentements : diminution de son salaire de 50% (30 000\$, sans les «à-côtés»), proposition de loi imposant la même chose aux ministres et aux députés (1), cadeau de 1000 kilowatts/heure d'électricité par mois à tous les Irakiens, report d'une commande de chasseurs F-16 américains pour acheter des vivres, n'ont pas produit les effets qu'il escomptait. L'annonce par Oussama al-Nujafi, président du Parlement, de la disparition de 40 milliards de dollars du Fond de développement pour l'Irak, alimenté par les exportations pétrolières, n'a pas calmé les esprits, au contraire (2).

Alors, la veille de la manifestation, Nouri al-Maliki, paniqué, a décrété un couvre-feu nocturne à Bagdad et interdit la circulation automobile le lendemain pour empêcher la population de se rendre place Tahrir. Les checkpoints quadrillant la ville, avaient ordre de filtrer au maximum les piétons allant vers le centre-ville.

Comme Hosni Moubarak en Egypte, les services de Maliki ont recruté des bandes de voyous pour déloger les opposants campant sur la place (3). Pour intimider les médias irakiens, des militaires en uniforme noir, arborant d'inquiétants insignes à tête de mort, ont saccagé le siège de l'Observatoire de la liberté de la presse (4), et Muntazer al-Zaïdi - journaliste mondialement connu pour avoir lancé sa chaussure sur George Bush en 2008 - a été arrêté, près de la mosquée Abou Hanifa, pour lui interdire de tenir une conférence de presse (5).

« Maliki dégage ! »

Le 25 février, parant à toutes les éventualités, le Premier ministre avait fait déposer d'énormes blocs de béton sur le pont enjambant le Tigre pour barrer la route aux manifestants voulant se diriger vers la Zone verte, siège du gouvernement et de l'ambassade des Etats-Unis. Malgré l'interdiction des banderoles attaquant le régime, on pouvait lire en arabe : « Maliki menteur », « Non au sectarisme, oui à l'unité, à bas le gouvernement al-Maliki », « Où sont les milliards du pétrole – Où sont vos promesses ? », « A bas les voleurs ».

Nouri al-Maliki ayant accusé les organisateurs des « Journées de la colère irakienne » d'être manipulés par les « saddamistes et Al-Qaïda », certains manifestants, craignant le pire, avaient épinglé sur eux une feuille de papier où était écrit : « Nous sommes des civils, nous sommes pacifiques ». Comme il fallait malheureusement s'y attendre, les policiers ont tiré à balles réelles, à Bagdad et dans plusieurs villes d'Irak. Bilan : au moins 23 tués (5) et plusieurs centaines de blessés. Evidemment pas de quoi faire réagir outre mesure les Occidentaux. A Paris, Washington, Londres ou Berlin, surtout quand il s'agit des pays arabes, les degrés d'indignation sont fonction des intérêts économiques et géostratégiques.

Sources :

(1) Iraq pushes for dramatic pay cuts for politicians

http://www.straitstimes.com/BreakingNews/World/Story/STISStory_637651.html

(2) Irak: trou de 40 milliards de dollars dans les comptes du Fonds de développement (Les Echos – 21/2/11)

http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/afp_00324111-irak-trou-de-40-milliards-de-dollars-dans-les-comptes-du-fonds-de-developpement.htm

(3) Police Allow Gangs to Attack Protesters

<http://www.hrw.org/en/news/2011/02/24/iraq-police-allow-gangs-attack-protesters>

(4) Iraq: Security Forces Raid Press Freedom Group

<http://www.hrw.org/en/news/2011/02/26/iraq-security-forces-raid-press-freedom-group>

(5) [Bush shoe-thrower arrested at Baghdad news conference](http://www.deccanherald.com/content/140733/bush-shoe-thrower-arrested-baghdad.html)

<http://www.deccanherald.com/content/140733/bush-shoe-thrower-arrested-baghdad.html>

(5) [23 killed in Iraq's 'Day of Rage' protests](http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/02/25/AR2011022502781.html?hpid=topnews)

By [Stephanie McCrummen](http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/02/25/AR2011022502781.html?hpid=topnews) [http://www.washingtonpost.com/wp-](http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/02/25/AR2011022502781.html?hpid=topnews)

[dyn/content/article/2011/02/25/AR2011022502781.html?hpid=topnews](http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/02/25/AR2011022502781.html?hpid=topnews)

Dimanche 27 février <http://www.france-irak-actualite.com/article-journees-de-la-colere-en-irak-le-sang-coule-68188928.html>

Joachim Guilliard : Les Irakiens aussi se soulèvent, mais...silence radio.

Les Mésopotamiens protestent contre le manque de produits de base, la corruption et l'occupation : une résistance dont les médias ne parlent guère

Le monde arabe est en ébullition.

Ces dernières semaines, l'Irak a lui aussi connu une vague massive de contestation ignorée par les médias occidentaux. À la différence des manifestations dans les autres pays, elles ne sont presque pas médiatisées ici - peut-être parce que d'aucuns croient vraiment que la Mésopotamie est « libérée » depuis la chute de Saddam Hussein en 2003 ? Rien que vendredi dernier, au cours des manifestations qui ont eu lieu dans tout le pays, au moins 29 personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées, selon l'agence de presse UPI.

On parle de 300 arrestations. Le Washington Post avançait le chiffre de 23 morts- en faisant preuve d'une grande compréhension envers les forces gouvernementales.

La répression a fait d'autres morts que les manifestants. On compte également de nombreuses victimes assassinées pour des raisons d'ordre politique ou de prétendus « rebelles » abattus lors de razzias. Selon les médias qu'a consultés le portail Internet « Iraqi Body Count », il y aurait eu 388 civils tués en janvier et 254 en février, mais l'expérience prouve que leur nombre est sans doute plusieurs fois supérieur.

Dès l'été 2010 les Irakiens étaient descendus dans la rue pour protester contre le manque de denrées alimentaires, d'eau et d'électricité ainsi que contre la corruption, d'une ampleur démesurée. Cette nouvelle contestation, nourrie par le dénuement matériel et la colère contre des dysfonctionnements particuliers, et ici aussi le fait d'une jeunesse militante, place les politiciens de la « Zone verte » de Bagdad et leurs parrains US retranchés dans leur ambassade devant une forme de résistance qui les soumet à forte pression.

Même si ces dysfonctionnements quotidiens constituent le principal grief, beaucoup ont des revendications qui vont bien au-delà. Les manifestations sont bien sûr dirigées contre le maintien de 50 000 soldats US ainsi que contre les murs qui partagent la ville et en général contre le régime ethno-sectaire mis en place par l'occupant.

Soutenu par Washington, le régime réagit avec une brutalité à la hauteur des problèmes. Plus de 40 manifestants et journalistes ont été tués au cours des deux premiers mois de l'année. Dès les premières contestations, début février, plusieurs personnes ont été blessées par balles dans la province de Diwaniyah, au Sud du pays, dont au moins une mortellement touchée. Quelques jours plus tard, à Kout, plusieurs manifestants ont été atteints par des tirs, après quoi une foule déchaînée a incendié un bâtiment officiel. Cependant le mouvement a gagné pratiquement toutes les villes de petite et moyenne importance du pays, y compris du Kurdistan, au Nord.

Le général Abdulaziz Al Koubaïssi, chef du personnel au Ministère de la Défense, a quitté le gouvernement en signe de protestation contre la brutalité du régime et face à une caméra de la chaîne satellitaire Al-Sharquiya, il a arraché les insignes de son grade. Selon lui, l'armée déclare que le gouvernement actuel de Nouri El-Maliki est corrompu « de fond en comble », et qu'il subira le même sort que Zine El-Abidine Ben Ali en Tunisie et Hosni Moubarak en Égypte. Al Koubaïssi a été arrêté sur-le-champ, mais quelques officiers se sont ralliés à lui, ont quitté l'armée et se sont joints aux contestataires. On a également emprisonné Mountadher Al Zaïdi, le journaliste qui s'était rendu célèbre en lançant son soulier sur le président George W. Bush.

Comme dans d'autres pays, la répression n'a fait qu'attiser la contestation. En de nombreux endroits des manifestants exaspérés ont attaqué des bâtiments officiels et des postes de police et exigé la démission des autorités locales ou du gouverneur de la province. Les contestataires dénonçaient également les arrestations arbitraires et les mauvais traitements infligés aux prisonniers, et réclamaient la libération des

prisonniers politiques et le libre accès aux prisons secrètes des unités spéciales de Maliki. Les manifestations se sont accompagnées de plusieurs mouvements de grève, par exemple dans l'industrie du cuir à Bagdad et dans une usine textile à Kout. Il y a eu aussi des mouvements ouvriers - entre autres - à la Northern Oil Company, à Kirkouk, et dans les centrales électriques de Bassorah. Quoi qu'il en soit, les dernières manifestations commencent à porter leurs fruits. Pour la première fois les secours alimentaires mensuels sont arrivés à l'heure, et chaque foyer a reçu l'équivalent de 12 dollars en dinars irakiens pour compenser la diminution des rations. Désormais, 1000 kilowatts-heure gratuits seront attribués chaque mois à tous les foyers (voir *junge Welt* du 18 février dernier). Les gouverneurs de trois provinces, accusés de corruption, incompétence etc. ont démissionné - ils étaient du reste tous trois membres de la Dawa, le parti de Maliki. Il est vraisemblable qu'on procédera à des élections anticipées dans les provinces dont les gouverneurs ont été le plus fortement taxés d'incompétence et de corruption.

Joachim Guilliard

En dépit de tout cela, aujourd'hui vendredi 4 Mars, de nouvelles manifestations sont prévues à Bagdad et dans d'autres villes irakiennes, ainsi que dans pratiquement tous les pays de la région.

Bagdad le 4 Mars - L'accès à la Zone verte avait été totalement verrouillé

<http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=>

Ihab G. Taha : Facebook-Irak: ce que veut le peuple irakien .

(résumé)

Premièrement: Nous voulons libérer notre patrie

Nous avons été envahis par une grande puissance (les Etats-Unis), sans l'aval de la communauté internationale et, bien que les dirigeants de ce pays aient reconnu avoir menti, l'occupation perdure. En huit ans, nous avons perdu ce que nos ancêtres ont bâti. Dans notre patrie, nous sommes devenus des sans patrie.

Beaucoup d'Irakiens de notre génération sont morts pour libérer le pays, des centaines de milliers ont été ou sont détenus. Nous continuerons à protester jusqu'à ce que nos frères soient libérés et que nous retrouvions notre patrie.

Deuxièmement: Nous voulons renverser le système

Le système qui nous gouverne nous a été imposé par des puissances étrangères. Il est basé sur le sectarisme et le racisme. Nous n'en voulons pas. Les partis apparus depuis 2003 ne nous représentent pas. Indifférents à nos souffrances, ils ne sont préoccupés que par l'enrichissement de leurs membres.

Nous voulons un système juste qui assure l'égalité et la justice à tous les enfants de notre patrie, sans discrimination religieuse, raciale et/ou sectaire.

Troisièmement: Nous exigeons des services publics

Nous vivons dans un pays riche, mais, nous sommes pauvres! Les habitants du Pays des deux fleuves n'ont pas d'eau potable! Les habitants de la terre de naphte manquent de gaz et de kérosène, et les prix de ces produits augmentent sans cesse !

Des centaines de milliers de patients, victimes de la guerre, ne sont pas soignés, faute d'hôpitaux dignes de ce nom pour les accueillir. Bon nombre de médecins ont été assassinés; beaucoup ont été déplacés. L'électricité est presque inexistante, malgré le budget de 17 milliards de dollars annoncé pour moderniser les centrales électriques. Dans le centre de Bagdad, les bâtiments sont des ruines. Dans les provinces, la situation encore plus déplorable. Les conditions de vie des citoyens y sont pires que dans les pays d'Afrique les plus pauvres.

Quatrièmement: Nous exigeons des emplois

Ceux qui ont dirigé ce pays l'ont fait au détriment de la jeunesse. Pourtant les moyens de développer l'Irak existent. Nous avons les diplômes universitaires et les compétences nécessaires, mais pas de possibilité d'emploi. Nous vivons dans une situation de chômage amère. Des jeunes brûlent leurs diplômes par désespoir et frustration.

Les postes les plus élevés sont monopolisés par la direction des partis politiques et par ceux qui leur sont proches, même lorsqu'ils n'ont pas les diplômes requis ou les qualifications demandées.

Tout citoyen a le droit d'avoir un toit, de vivre avec sa famille ailleurs qu'à ciel ouvert ou jusque dans des cimetières. Tout citoyen a le droit de vivre en sécurité, de ne pas être à la merci de gangs du crime organisé, sans être obligé de tendre la main pour manger ou se vêtir. Nos enfants ont le droit à un autre avenir que la rue ou l'enrôlement dans des bandes.

Tout citoyen a le droit à un système de santé. Les mères ne doivent pas mourir en accouchant, faute de soins médicaux, ni les enfants ... (...) ...

Grâce à Dieu, notre pays flotte sur une mer de pétrole. Ceux qui sont incapables de nous fournir un emploi doivent quitter le leur.

Cinquièmement: Nous voulons mettre fin à la corruption et juger les corrompus

La corruption a atteint une limite incroyable. Depuis l'occupation de l'Irak, sous les gouvernements successifs, environ 400 milliards de dollars ont disparu, un montant suffisant pour reconstruire deux fois le pays et en faire modèle de développement. Où est passé tout cet argent ? Il est allé dans les poches des corrompus. Qui sont-

ils ? Ce sont les agents gouvernementaux, les ministres, les dirigeants des partis, les membres de gangs et des milices sur les activités desquelles le Premier ministre refuse d'enquêter.

Dans les autres pays, la corruption est pratiquée en secret. En Irak, elle est publique! Le dernier cas de corruption a été la disparition de 45 milliards de dollars du fonds de développement. A la question : « *Ou est passé l'argent ?* », les fonctionnaires répondent simplement : « *Nous n'en savons rien* ». Les dossiers de corruption doivent être rendus publics. Nous protesterons jusqu'à ce que les coupables soient emprisonnés.

Aujourd'hui, nous disons:

- que nous en avons marre de la poudre jetée aux yeux du peuple,
- que les promesses en l'air ne satisfont pas ceux qui ont faim,
- que nous ne resterons plus jamais silencieux.
- combien de temps les Irakiens seront-ils divisés entre ceux qui consomment de la viande, et ceux qui n'ont que des feuilles pour se nourrir ?
- combien de temps encore certains percevront-ils des traitements multiples, un seul salaire couvrant les besoins de toute une tribu, alors que d'autres n'ont pas un centime des richesses de leur patrie ?
- combien de temps un groupe se chauffera-t-il à la chaleur de l'incendie provoquée par le processus de combustion des fonds publics, alors que d'autres meurent de froid la nuit, l'hiver ?
- combien de temps certains boiront-ils de l'eau glacée dans la chaleur de l'été, alors que d'autres n'ont pour étancher leur soif que de l'eau d'égout ?

Nous avons foi en Dieu...

Jamais plus nous ne serons silencieux.

Dimanche 6 mars 2011 7 06 /03 /Mars /2011 17:16

* Texte original résumé par Gilles Munier : *The Iraqi Revolution (Our Demands)*

<http://www.facebook.com/topic.php?uid=179025415465838&topic=812>

<http://www.france-irak-actualite.com/article-facebook-irak-ce-que-veut-le-peuple-irakien-68735887.html>

Manifestations contre la corruption en Irak.

Plusieurs milliers d'Irakiens sont sortis vendredi dans différentes régions du pays pour manifester contre le manque de services publics, la corruption et le chômage.

La plus importante manifestation a eu lieu à Bagdad, où plus de 2000 personnes se sont rassemblées avant de se disperser dans le calme dans l'après-midi.

« Non à une démocratie sans justice sociale », « Où est l'argent du pétrole? » pouvait-on lire sur les pancartes portées par les manifestants.

Les autorités ont mobilisé un important dispositif de sécurité dans la capitale et dans d'autres provinces, qui ont connu des manifestations similaires. Des restrictions drastiques à la circulation des véhicules ont été imposées.

Plusieurs centaines de manifestants sont également sortis dans des villes du sud, comme Nassiriya, Nadjaf ou Hilla.

Dans la ville de Bassorah, la police a utilisé des canons à eau pour disperser quelque 700 manifestants. Un caméraman travaillant pour la chaîne iranienne Al-Alam a été blessé, vraisemblablement dans des heurts avec la police, selon un journaliste de l'Agence France-Presse sur place.

Les protestataires s'étaient rassemblés près du siège du gouvernement provincial avant l'intervention des policiers et des militaires.

À Mossoul, quelque 1500 personnes ont pu marcher dans les principales artères, alors que les forces de sécurité ont réussi à contenir les autres tentatives de rassemblement.

À Samarra, la police a empêché les fidèles d'assister à la prière du vendredi dans la grande mosquée, soupçonnée d'être le point de départ de ces marches.

Vendredi dernier, au moins dix personnes avaient été tuées et des dizaines d'autres blessées dans des affrontements avec les forces de l'ordre à la suite de rassemblements similaires dans le pays.

Bagdad, 4 mars 2011,

Radio-Canada.ca avec Agence France Presse et Reuters

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/03/04/009-irak-manif-corruption.shtml>

Un campement de manifestants a été attaqué ...

Un campement de manifestants a été attaqué dans la nuit par des inconnus sur une place de Souleimaniyeh, dans la région autonome du Kurdistan irakien, où le siège d'une radio indépendante a également été saccagé à Calar, a-t-on appris dimanche.

Plusieurs des tentes érigées place Tahrir à Souleimaniyeh par des manifestants demandant des réformes politiques ont été incendiées dans la nuit par des hommes armés et masqués, a indiqué un porte-parole des manifestants, Nafit Kader, qui a accusé les forces de sécurité locales d'avoir mené cette attaque.

"Ils ont fait irruption vers 02h30 (23H30 GMT samedi) à Tahrir, brûlé des tentes et sont repartis en emmenant certains des manifestants", a déclaré M. Kader, précisant que cette attaque n'avait pas fait de blessé. "Nous sommes convaincus que l'attaque a été menée par des hommes liés aux autorités kurdes". Ces accusations ont été rejetées par le général Hassan Nouri, chef des services de sécurité de la province de Souleimaniyeh, agglomération située à 270 km au nord-est de Bagdad.

"Nous avons entendu dire que des hommes armés ont attaqué des manifestants après minuit et nous avons ouvert une enquête", a-t-il dit. "Mais les forces de sécurité ne sont pas responsables de cette attaque."

Ce campement installé vendredi abritait plusieurs dizaines de manifestants. Plus aucune tente ne subsistait dimanche matin, selon un journaliste de l'AFP sur place.

L'Irak est depuis début février le théâtre de manifestations contre le manque de services, la corruption ou encore l'incompétence des dirigeants.

Au Kurdistan, Souleimaniyeh a été l'épicentre de la contestation du mode de gouvernance du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du président régional Massoud Barzani et de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) du chef de l'Etat irakien Jalal Talabani.

Quatre manifestants ont péri depuis le 17 février à Souleimaniyeh dans des affrontements avec les forces de sécurité.

Le siège d'une radio locale indépendante a par ailleurs été saccagé dans la nuit à Calar, une localité de la province de Souleimaniyeh à environ 200 km au nord-est de Bagdad, a indiqué Mirwan Hama Saïd, responsable du site internet de l'organisation kurde Metro de défense de la liberté de la presse.

"Des inconnus sont entrés en pleine nuit dans les locaux de la radio Dank, ils ont détruit une partie du matériel et volé certains équipements", a-t-il dit.

Il s'agit de la deuxième attaque contre un média kurde après celle menée dans la nuit du 20 au 21 février contre la chaîne "Nalia", qui avait auparavant diffusé des images des manifestations contre le siège du PDK.

6 mars

AP

Dommmages Collatéraux...

Une base militaire américaine, à Divaniya, frappée par des missiles ...

Une base militaire américaine et un siège de l'armée irakienne, à Divaniya, ont été prises, vendredi midi, pour cibles des frappes de missiles. Selon le site Aswat al-Irak, qui cite une source de l'armée irakienne, 3 missiles ont frappé hier, à midi, une base militaire américaine, à 3 kilomètres, à l'Ouest de Divaniya, et trois autres ont été lancés contre le siège de la 8ème division de l'armée irakienne, à 4 kilomètres, à l'Ouest de Divaniya. De plus amples informations sur les détails et les dégâts de ces attaques se font toujours attendre. La ville de Divaniya est le Chef-lieu d'une province s'appelant, aussi, Divaniya, à 180 kilomètres, au sud de Bagdad.

26/03/2011

<http://french.iritb>

L'Irak en chiffre: du 23-02 au 01-04-11

		Tués	Blessés		
	Peuple irakien	5 + x	1 + x		
	Usboys/Autres boys + miliciens	1	X		
	Policiers, armée et collaborateurs & miliciens	6	23		

1 Politique

a) Des collaborateurs Irakiens

Prisons, exactions & torture

Acharnement juridique contre Tarek Aziz

Le 16 mars, la « Haute cour pénale irakienne » a condamné Tarek Aziz et l'ancien ministre de l'Intérieur Saadoun Shaker à la prison à vie pour « leur rôle dans l'assassinat de fonctionnaires chiïtes dans les années 1980 ».

Pour Tarek Aziz, cette condamnation est la sixième depuis son incarcération. En octobre 2010, il a été condamné à mort – ainsi que Saadoun Shaker, Abed Hammoud, Sabawi Ibrahim et Abdel Ghani Abdel Ghaffour - pour « l'assassinat de membres du parti Dawa », aujourd'hui au pouvoir.

Le régime de Bagdad ne manquant pas d'imagination, d'autres procès sans preuves sont en cours d'instruction pour donner des gages aux milices chiïtes et à l'Iran.

La campagne internationale pour la libération de Tarek Aziz et des dirigeants baasistes condamnés à mort se poursuit *.

* **Appel pour la libération de Tarek Aziz et de tous les prisonniers politiques en Irak**

20 mars

<http://www.france-irak-actualite.com/article-acharnement-juridique-contre-tarek-aziz-69749588.html>

b) Des occupants

1) Usa

Prisons, exactions & torture

DER SPIEGEL...La criminalité dans ses pires forme

Un groupe de soldats américains "voyous" se sont présentés comme une «équipe de tueurs." ces membres du groupe ont tué des civils innocents en Afghanistan, puis les ont montrés dans la forme la plus hideuse à travers des photographies. L'armée américaine a présenté ses excuses pour l'incident après que SPIEGEL a publié plusieurs images de l'équipe "tueurs" dans sa nouvelle émission le lundi.

L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* a décidé de publier trois photos qui sont prises en Afghanistan, montrant des soldats américains posant à côté du cadavre d'un civil qu'ils sont accusés d'avoir exécuté.

Selon des sources gouvernementales, la diplomatie américaine a tout tenté pour empêcher la publication des photos. Des responsables de l'Otan estiment en effet que le scandale pourrait être aussi grave que celui de la prison d'Abou Ghraïb. *Der Spiegel*, qui a apparemment décidé de ne publier que trois photos, en possède plus de 4.000. Selon le magazine, il y aurait de nombreuses autres victimes, en plus des trois pour lesquelles les soldats vont comparaître.

Der Spiegel affirme que le Pentagone a tout fait pour éviter la publication des photos, craignant qu'elle ait le même effet que les photos prises par les gardiens américains de la prison d'Abou Ghraïb, en Irak, qui torturaient et humiliaient leurs prisonniers pour le plaisir. "Nous n'en publions qu'une infime partie, trois sur quelque quatre mille photos et vidéos, juste ce qui est indispensable pour raconter l'histoire d'une guerre qui a commencé avec les meilleures intentions, qui devait chasser les terroristes d'Al-Qaïda d'Afghanistan, qui était autorisée par un mandat de l'ONU, mais qui est depuis longtemps devenue une autre guerre", écrit le magazine.

23.03.2011

DER SPIEGEL...

Trackbacks

Voici l'URL pour faire un trackback sur cette note : <http://savoir-la-verite.blog.tdg.ch/trackback/89417>

USA : Ray McGovern, ex-agent de la CIA, arrêté et brutalisé pour « contestation pacifique » devant Hillary Clinton

Ray McGovern fait partie de ces nombreuses personnalités américaines dont il est difficile de faire taire la contestation à la fois des guerres d'Irak et d'Afghanistan et aussi de la version officielle du 11-Septembre.

Après avoir été arrêté en décembre dernier lors d'une protestation pacifique devant les grilles de la Maison Blanche, cet ex-analyste de la CIA à été de nouveau arrêté et cette fois brutalisé pour avoir ostensiblement tourné le dos à l'oratrice Hillary Clinton lors de son discours sur... la liberté d'expression !

28 février, 2011 by GeantVert

Voici la réaction émue et révoltée de la lanceuse d'alerte Sibel Edmonds.

A ceux qui accordent leur confiance à notre police d'État: Honte à vous !

par Sibel Edmonds, sur son blog [BoilingFrogs](#), le 16 fév. 2011

Sibel Edmonds, célèbre WhistleBlower du 11-Septembre et fondatrice de l'Association des whistleblowers, les « lanceurs d'alertes », cette ex-traductrice pour le FBI a été limogée en 2002 suite à ses révélations sur la corruption et l'infiltration du FBI par des agents étrangers.

Elle a par la suite dénoncé également la corruption de parlementaires américains, de responsables de la CIA et de l'armée privée Blackwater par des lobbys et agences de renseignements étrangers.

Voici une information que je viens tout juste de recevoir et qui m'a bouleversée au point que j'ai du mal à la relater de façon cohérente. Ray McGovern est un bon ami à moi. Nous vivons de moins de 20 km l'un de l'autre. Ensemble, nous avons participé à de nombreux événements et manifestations. Il est l'un des êtres les plus informés, structurés, doux, épris de paix et de recherche de la paix que j'ai connu. Ce coup a un impact très personnel : Mon père a été brutalisé de la même façon par des régimes dictatoriaux, et ce n'était que le début, avant que ça ne se transforme en torture, en ongles des pieds arrachés par la police d'État. Pourquoi ? Il était médecin, un chirurgien à l'esprit curieux, et il a pris position chaque fois qu'il le pouvait contre les dictatures et en faveur des libertés. Et c'est en participant à des manifestations pacifiques, en encourageant les autres à défendre leurs droits, et en lisant des auteurs tels que Steinbeck (l'auteur américain inscrit sur la liste noire des « communistes et anarchistes »), qu'il a atterri sur la liste des personnes à punir, à redresser...

À l'heure actuelle et au point où nous en sommes, tout ce que j'ai à dire à ceux qui tentent de comprendre [avec indulgence] l'état de notre police nationale est la chose suivante: "Honte à vous !" Quant à mes amis minoritaires et mécontents de BoilingFrogs(*), s'il vous plaît aidez à diffuser ces informations, parce que le sac à merde que sont nos médias ne le fera pas pour nous, merci.

Au discours de Mme Clinton: ancien combattant ensanglanté, battu et arrêté pour avoir manifesté son opposition silencieuse.

La Secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a fait hier un discours à l'université George Washington pour condamner les gouvernements qui arrêtent les manifestants d'opinions et ne respectent pas la liberté d'expression. Ray McGovern, âgé de 71 ans [qui se trouvait] dans l'assistance, a été arrêté sous les yeux de [Mme Clinton] et devant tout le public, par la police et un fonctionnaire non identifié en civil, puis brutalisé et jeté tout sanguinolent en prison. Pendant ce temps, Mme Clinton n'a pas interrompu son discours. Le "crime" de M. McGovern a consisté, lorsque Madame Clinton a commencé son discours, à rester debout en silence dans le public et à lui tourner le dos. M. McGovern, un ancien officier de l'armée qui a également travaillé comme analyste à la CIA pendant 27 ans, portait un de ses anciens tee-shirts de combattant pour la paix.

Aveuglé par des agents de sécurité qui se sont jetés sur lui, M. McGovern a lancé, alors qu'on l'expulsait de la salle "*Alors, c'est ça l'Amérique?*" Comme vous le voyez, M. McGovern est couvert d'ecchymoses, de lacérations et des contusions infligées lors de cette agression.

M. McGovern est [légalement] représenté par le Fonds de Partenariat pour la justice civile (PCJF). "C'est le comble de l'hypocrisie que la secrétaire d'État Clinton déclame les soi-disant préoccupations du gouvernement américain sur les droits à la liberté d'expression pendant que cet homme est brutalisé et arrêté sous ses yeux, parce que se livrant à un acte pacifique de dissidence durant son discours", a déclaré le procureur Mara Verheyden-Hilliard de l'PCJF.

Sibel Edmonds

Sibel Edmonds, sur son blog [BoilingFrogs](#),

le 16 fév. 2011

Sibel Edmonds, célèbre WhistleBlower du 11-Septembre et fondatrice de l'[Association des whistleblowers](#), les « lanceurs d'alertes », cette ex-traductrice pour le FBI a été limogée en 2002 suite à ses révélations sur la corruption et l'infiltration du FBI par des agents étrangers.

Elle a par la suite dénoncé également la corruption de parlementaires américains, de responsables de la CIA et de l'armée privée Blackwater par des lobbys et agences de renseignements étrangers.

Traduction Martin pour ReOpenNews

Note ReOpenNews :

(*) *BoilingFrogs* : soumission à la méthode de cuisson lente des animaux à sang-froid, où une grenouille placée dans une eau à la température de la pièce, chauffée lentement, ne tentera même pas de s'échapper pour sauver sa vie.

Des alliés (des Usa)

1 Onu

Des agences onusiennes signent un accord de coopération avec le gouvernement irakien

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ont signé, lundi, un Programme d'action et de coopération avec le gouvernement irakien.

Cet accord s'inscrit dans le cadre des plans d'appui de ces agences au programme de développement de l'Irak au titre de l'année 2011-2014, précise un communiqué publié au siège de l'ONU.

"Ces signatures assurent le soutien de l'ONU dans de nombreux domaines critiques du Plan de développement national du gouvernement, y compris dans la réalisation d'ici à 2015 des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)", a précisé la Représentante spéciale adjointe de l'ONU en Irak, Christine McNab.

"Les activités seront menées avec l'objectif permanent de renforcer les capacités du gouvernement irakien, pour qu'il puisse fournir des services essentiels aux personnes qui sont les plus dans le besoin, créer des opportunités d'emploi, renforcer les

mécanismes afin d'améliorer la gouvernance et protéger les droits fondamentaux de tous les citoyens", a-t-elle dit dans ce communiqué.

Le programme de partenariat financera la poursuite des opérations de déminage dans le pays ainsi que des actions en faveur de la défense de l'environnement et d'un développement économique durable au niveau local.

L'ONU va également promouvoir, en vertu de cet accord, une gouvernance participative et inclusive en Irak à travers le renforcement des capacités des institutions-clés comme le Conseil des représentants, la Haute Commission électorale indépendante (IHEC) et la Commission nationale de l'intégrité.

Les trois agences onusiennes signataires ont chiffré à 600 millions de dollars le coût de ce Programme d'action, soit un tiers du total des ressources demandées par le programme de l'ONU en Irak pour 2011-2014, précise t-on.

14/03

<http://www.aufaitmaroc.com/actualites/monde/2011/3/14/des-agences-onusiennes-signent-un-accord-de-cooperation-avec-le-gouvernement-irakien>

2 Turquie

Erdogan appelle l'Irak à coopérer dans la lutte contre le PKK.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a exhorté lundi les autorités irakiennes à coopérer avec son pays dans la lutte contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), au premier jour d'une visite en Irak.

M. Erdogan était arrivé en début d'après-midi à Bagdad pour une visite de deux jours en Irak visant à renforcer les relations politiques et économiques entre les deux voisins.

"L'obstacle important qui empêche de renforcer la relation est l'organisation terroriste qui a une base dans le Nord et (...) je souhaite que nous combattions ensemble cette organisation terroriste", a déclaré le Premier ministre turc dans un discours devant le Parlement irakien et retransmis par la télévision publique irakienne.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, mène depuis 1984 une lutte armée pour la défense des droits des Kurdes. Le conflit a fait 45.000 morts, selon l'armée turque. Ankara évalue à environ 2.000 le nombre des rebelles retranchés en Irak.

L'aviation turque bombarde régulièrement les positions présumées des rebelles et l'armée turque a mené une série d'incursions terrestres dans le nord de l'Irak.

Accompagné d'une importante délégation de chefs d'entreprises turcs, M. Erdogan a été accueilli sur le tarmac de l'aéroport de Bagdad par son homologue irakien Nouri al-Maliki, avec qui il s'est entretenu dans la Zone verte, un secteur ultrafortifié du centre de Bagdad.

Après des décennies de guerres et de sanctions, les besoins pour la reconstruction demeurent énormes en Irak, et bien supérieurs aux capacités de l'Etat, dont les frais de fonctionnement engloutiront 70% du budget 2011.

Lors d'une conférence à Bagdad, le chef de la Commission nationale d'investissement, Sami al-Araji, a déclaré lundi à la délégation turque que son pays recherchait des investisseurs dans les domaines du pétrole, de l'électricité, de la santé et de l'éducation.

"Tous ces domaines ont besoin des entreprises turques", a-t-il dit, selon un journaliste de l'AFP sur place.

Un haut responsable de la délégation turque a indiqué à l'AFP que les échanges bilatéraux s'étaient élevés en 2010 à 7,5 milliards de dollars.

"Nous espérons qu'ils atteindront les 10 milliards cette année et le volume de 25 milliards de dollars n'est pas un objectif irréaliste à l'avenir", a-t-il ajouté.

Mardi, le Premier ministre turc doit se rendre à Najaf, une ville sainte chiite à 150 km au sud de Bagdad, pour y rencontrer le guide spirituel de la communauté chiite, l'ayatollah Ali Sistani.

Il doit également aller à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, et devenir ainsi le premier chef de gouvernement turc à se rendre dans cette région autonome du nord de l'Irak, avec lequel les rapports d'Ankara étaient autrefois tumultueux en raison du soutien donné, selon les Turcs, par les Kurdes d'Irak aux rebelles du PKK.

Les combats entre les forces armées turques et les rebelles kurdes s'intensifient généralement avec l'arrivée des beaux jours.

Après le dégel, les rebelles quittent leurs camps du nord de l'Irak, bombardés par les chasseurs turcs, pour pénétrer en Turquie par les massifs montagneux afin d'y organiser des attaques.

AFP

28 mars 2011

2 Lutte pour la libération du territoire

Les combats par provinces

1-1 Bagdad

16-03

A Bagdad, sept personnes ont été blessées mercredi matin, dont un policier, dans l'explosion de trois bombes artisanales dans autant de quartiers, a indiqué sous couvert de l'anonymat un responsable du ministère de l'Intérieur.

<http://www.romandie.com/ats/news/110316091009.zgzbomwu.asp>

22/03

Un officier supérieur de l'armée, trois policiers et un milicien ont été tués et huit personnes blessées dans des attaques.

Dans le quartier de Karrada, dans le centre de la ville, un policier a été tué et trois autres ont été blessés par une bombe qui a visé leur patrouille.

AFP

1-2 Province d'Anbar (vaste territoire à l'ouest de Bagdad comprenant les villes de Amiriya, Baghdadi, Diyarrah, Falloujah, Habbaniyah, Haditha, Haqlaniyah, Hawija Hit, Houssabayh, Karabilah, Khaldiyah, Koussaïba, Mahawil, Oubaïdi, Ramadi (capitale de la province d'Al-Anbar,) Kaïm (à la frontière avec la Syrie), Sindjar & Zaidan

Falloudja, à 50 km à l'ouest de Bagdad,

02-01

Un policier a été tué et deux autres ont été blessés vendredi par l'explosion d'une voiture.

<http://fr.news.yahoo.com/>

1-3 Province de Salaheddine, au nord de Bagdad

Tikrit

30-03

La police irakienne a pris d'assaut, hier, le conseil provincial de Salaheddine, au nord de Bagdad, mettant fin à son occupation par un commando armé après une opération sanglante qui a fait au moins quarante et un morts. Les hommes armés, qui étaient équipés de vestes explosives, avaient pris le contrôle en début d'après-midi de cet édifice du centre de Tikrit, à 160 km au nord de Bagdad, à la faveur de la panique provoquée par un premier attentat suicide devant le bâtiment.

AP

1-4 Province de Diyala

15-03

Au moins 11 soldats irakiens ont été tués et 29 autres blessés lors d'une attaque kamikaze visant le complexe du gouvernement local d'une ville de la province de Diyala, dans l'est de l'Irak

<http://french.peopledaily.com.cn/International/7320593.html>

1-5 Province de Ninive (Mossoul (capitale de la région nord du pays - à 375 km au nord de Bagdad,) Hawijah, Kassak"(70 km au nord-est de Mossoul) & Tall Afar)

Mossoul

12/03

Sept soldats irakiens ont été tués samedi dans une embuscade près de Mossoul dans le nord de l'Irak, Les militaires, qui avaient terminé leur service et avaient remis leur tenue civile, s'en allaient en voiture quand des hommes armés ont bloqué la route et ouvert le feu à la mitrailleuse, juste à la sortie de Mossoul. Ils ont ensuite pris la fuite.

AP

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110312.FAP6310/irak-sept-soldats-irakiens-tues-dans-une-embuscade-pres-de-mossoul.html>

28/03

Au moins neuf personnes ont péri aujourd'hui dans des violences en Irak, dont six femmes et un homme abattus en pleine nuit dans une maison d'un quartier déshérité de Mossoul, selon des sources au sein des services de sécurité.(...)

AFP

1-6 Province du Ta'mim

Kirkouk (Capitale de la province)

12-03

Au moins vingt personnes ont été blessées vendredi dans un attentat à la voiture piégée à Kirkouk dans le nord de l'Irak, selon une source policière.

"Une voiture a explosé dans le quartier kurde de Rahimawa près d'un poste des services de sécurité à Kirkouk, et 20 personnes ont été blessées", a indiqué la même source.

AP

16-03

Une femme et son bébé âgé de quelques heures ont péri dans un attentat près de l'hôpital général de Kirkouk, dans le nord de l'Irak.

L'attentat a également fait 33 blessés, dont quatre policiers, a-t-il précisé.

La province riche en pétrole de Kirkouk est l'objet d'un bras de fer entre Bagdad et les autorités kurdes qui veulent l'annexer à leur région autonome du nord de l'Irak.

Elle demeure l'une des plus violentes d'Irak, en raison des tensions entre Arabes, Kurdes et Turcomans.

Vingt personnes avaient déjà été blessées vendredi dans un attentat à la voiture piégée dans un quartier kurde de Kirkouk.

<http://www.romandie.com/ats/news/110316091009.zgzbomwu.asp>

22-03

Un membre des milices anti-Qaïda Sahwa dans la province de Kirkouk a été assassiné devant son domicile à Ryaz, près de Hawija, à 230 km au nord de Bagdad, a indiqué la police.

AFP

1-7 Province d'Al-Basra.

Bassorah

06/03

Six personnes ont péri et 12 autres ont été blessées ce matin dans le sud de l'Irak par l'explosion d'une bombe artisanale près du bus à bord duquel elles se trouvaient, a indiqué un responsable local. L'attentat, qui visait un convoi militaire américain, a eu lieu vers 10H00 (07H00 GMT) près d'une gare ferroviaire dans le quartier de Maakal, dans le nord de la ville portuaire de Bassorah

AFP

Prisons

08/03

Un haut responsable présumé de la branche irakienne d'Al-Qaïda a été arrêté ce matin lors d'un raid de l'armée à Mossoul, dans le nord de l'Irak, a annoncé l'armée irakienne.

Ibrahim Mohamed Ahmed al-Joubouri, alias Ibrahim "al-Abrach", était le "ministre des Finances" de l'Etat islamique d'Irak, la branche locale de la nébuleuse islamiste, a affirmé sous couvert de l'anonymat un officier de l'armée basé à Mossoul, à 350 km au nord de Bagdad.

"Joubouri a été arrêté lors d'un raid de l'armée contre une maison du quartier d'Addaya, dans le sud de Mossoul, où il se cachait", a-t-il dit, précisant que le suspect était Irakien. Une importante quantité d'armes et une demi-tonne d'explosifs ont été découvertes dans cette maison, a-t-il ajouté

Les forces de sécurité annoncent régulièrement des coups de filet contre des dirigeants présumés de l'Etat islamique en Irak, une organisation qui a revendiqué la plupart des plus sanglantes attaques perpétrées récemment dans le pays, dont le carnage du 31 octobre contre la cathédrale syriaque catholique de Bagdad.

Même si les attentats demeurent fréquents en Irak, les violences restent sans commune mesure avec le pic des affrontements confessionnels de 2006 et 2007.

AFP

L'Irak en chiffres (depuis le début de la guerre de conquête en mars 2003)

Peuple

Civils tués (depuis l'occupation)	679.567
Civils blessés (depuis l'occupation)	70.781 (chiffre très très minimum)
Civils violés (par les troupes d'occupations)	2.507 (voir Ibrahim Allousch

Civils/Résistants arrêtés : (une dizaine par jour...)	8.940 (chiffre minimum)
Résistants (décrit tel quel) tués	4.006 (chiffre minimum)
Résistants (décrit tel quel) blessés	3.885 (chiffre minimum)
En prison	40.268. (chiffre minimum)
Embargo	750.000 enfants (chiffre minimal)
Embargo	750.000 adultes (chiffre moyen)
Militaires irakiens tués pendant l'invasion	45.596 (chiffre minimal)
Civils tués pendant l'invasion	120.200 (chiffre minimal)
Coalition	
Nombre de Soldats tués (ou morts...)	34.574
Soldats rapatriés (blessés ou malades)	52.776 (chiffre très minimal)
(*) dont 10% meurent en cours de route ou à l'hôpital)	
Disparus (dans la nature)	1.014
Désertions	5.501
Mutinerie	2 corps + 25
Aide psychologique	66.108***
Suicides	5.595 (chiffre très minimal)
Mercenaires tues	933
non-combattants accidentés,	27 103
Policiers/soldats/miliciens irakiens tués	12.328
Policiers /soldats/miliciens irakiens blessés	26.472 (chiffre minimal)
Policiers /soldats irakiens disparus (dans la nature)	13.916
Autres tués (collaborateur & mercenaires & autres)	5.528
Autres blessés (collaborateur & mercenaires & autres)	9.489
Oléoducs, les infrastructures pétrolières & d'électricité	464 attaques (grand minimum)
Infrastructures du rail	195 attaques (idem)
Hélicoptères	102 ++ (idem)
Avions (& drone)	28 ++

Ces totaux sont obtenus par le recoupement (si possible) des chiffres des pertes communiqué par la résistance & les médias occidentaux + XINHUANET

Number Of Iraqis Slaughtered In US War And Occupation Of Iraq "[1,331,578](#)"

Cost of U.S. War and Occupation of Iraq

680.818.991.587

14.43

<http://www.costofwar.com/>

http://www.nationalpriorities.org/costofwar_home

[For more details, click here.](#)

3 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Gwenette Robertson : Message du 06/03/11 -

Bonjour les amis, hello friends,

Voici un video qui démontrent un peu ce qui se passe en Irak, faut voir :

This is a video that shows something of what is happening in Iraq, a should watch:

http://www.youtube.com/watch?v=Mye_VnKh-n4

et un autre:

http://www.youtube.com/watch?v=LN_P3f030S0&feature=player_embedded

et por finir voilà, selon Abdul llah al Bayaty, pourquoi manifestent les Irakiens .

une vie d'enfer. les images très dure :

and, according to Abdul llah Al Bayaty, why are the Iraqis protesting? a life of hell. some very hard images:

<http://www.youtube.com/watch?v=ldSkCiyNREA>

4 Les brèves

Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyses ou le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information.

4-1 L'oléoduc incendié a été saboté...

12-03

Mercredi soir, l'acheminement du pétrole irakien vers la Turquie a été interrompu par un incendie d'origine inconnue qui s'est déclaré dans un oléoduc reliant la province de Salaheddine à Ninawa (110 km à l'ouest de Kirkouk).

AP

L'incendie qui a interrompu les exportations irakiennes de pétrole vers la Turquie est la conséquence d'un acte de sabotage et les réparations de l'oléoduc endommagé pourraient prendre une semaine, a estimé aujourd'hui un responsable du secteur pétrolier irakien.

L'attaque a été perpétrée hier à Ninawa, dans la province de Salaheddine, au nord de Bagdad, et a entraîné l'interruption des livraisons de pétrole vers le port turc de Ceyhan. Cet oléoduc achemine en temps normal 450.000 à 500.000 barils par jour, soit près du quart des exportations totales de l'Irak. "Nous allons avoir besoin de trois à sept jours pour réparer les dégâts. Une partie de l'oléoduc endommagé doit être remplacée", a déclaré sous couvert de l'anonymat un responsable de la Compagnie pétrolière du Nord (NOC), basée à Kirkouk, 240 km au nord de Bagdad. "Un rapport technique confirme qu'il s'agit d'un acte de sabotage, mais nous ignorons s'il s'agit d'une bombe ou d'une roquette", a-t-il ajouté. Il a précisé que la production dans les champs pétroliers de la province de Kirkouk, qui est d'environ 690.000 bj, se poursuivait.

Le secteur pétrolier, sur lequel l'Irak mise pour se relever de décennies de guerres et de sanctions, a maintes fois été pris pour cible ces dernières années par les insurgés. Dans la nuit du 25 au 26 février, des inconnus avaient fait exploser une bombe dans l'unité nord de la raffinerie de Baiji, à 200 km au nord de Bagdad, provoquant un arrêt de la production de cette unité. La raffinerie n'a retrouvé son niveau de production normal que le 4 mars.

Une seconde attaque contre cette raffinerie a par ailleurs été déjouée quelques jours plus tard, quand une bombe artisanale a été retrouvée et désamorcée à proximité de l'installation, a indiqué jeudi un responsable de la raffinerie sous couvert de l'anonymat. Les revenus pétroliers assurent 90% des ressources du gouvernement irakien. Le pays produit actuellement entre 2,6 et 2,7 millions de barils par jour. En février, les exportations ont atteint le volume moyen record de 2,202 mbj.

AFP 10/03

4-2 L'oléoduc saboté réparé, le brut à nouveau pompé vers la Turquie...

L'acheminement du pétrole irakien vers le terminal turc de Ceyhan, sur la Méditerranée, a repris lundi, quelques jours après un attentat contre un oléoduc qui avait interrompu le pompage, a annoncé le porte-parole du ministère du Pétrole, Assem Jihad.

"L'oléoduc a été réparé en un temps record et le pompage a pu reprendre", a déclaré lundi à l'AFP M. Jihad, précisant que la conduite avait retrouvé son rythme de pompage normal, de l'ordre de 500.000 barils par jour (b/j).

L'oléoduc, par lequel transite près du quart des exportations irakiennes, relie les champs pétroliers du nord au terminal turc de Ceyhan. Il avait été mardi soir la cible d'un attentat à la bombe au niveau de Ninive, dans la province de Salaheddine.

M. Jihad avait affirmé que l'interruption de l'acheminement de pétrole ne signifiait pas l'interruption des exportations, car l'Irak disposait de réserves de brut dans des cuves de stockage à Ceyhan pour parer à de telles éventualités. Il n'avait pas quantifié l'importance des stocks.

Un responsable de la Compagnie pétrolière du Nord (NOC) avait de son côté indiqué que la production des champs de la province de Kirkouk, d'environ 690.000 b/j, se poursuivait malgré l'attentat.

Le secteur pétrolier, sur lequel l'Irak mise pour se relever de décennies de guerres et de sanctions, a maintes fois été pris pour cible ces dernières années par les insurgés.

Fin février, des inconnus ont fait exploser une bombe dans l'unité nord de la raffinerie de Baiji, à 200 km au nord de Bagdad, provoquant un arrêt de la production de cette unité. La raffinerie n'a retrouvé son niveau de production normal que le 4 mars.

Une deuxième attaque contre cette raffinerie a été déjouée quelques jours plus tard, une bombe artisanale ayant été désamorcée à proximité.

Les revenus pétroliers assurent 90% des ressources du gouvernement irakien. Le pays produit actuellement entre 2,6 et 2,7 millions de barils par jour. En février, les exportations ont atteint le volume moyen record de 2,20 mbj.

(AFP /

4-3 Les exportations de pétrole boostées par la crise libyenne.

La crise libyenne semble profiter à l'Irak. Bagdad a en effet annoncé aujourd'hui une hausse de ses exportations de pétrole qui ont atteint leur niveau le plus élevé depuis l'intervention américaine en 2003. De quoi rassurer le gouvernement irakien qui fait face à une mobilisation de la rue dénonçant l'absence des services publics.

Bagdad n'aurait pu rêver d'un meilleur concours de circonstances. Avec la reprise de la production de pétrole dans le Kurdistan irakien le mois dernier, le gouvernement de al-Maliki prévoyait bien une augmentation des exportations, mais sans doute pas une telle génération de revenus.

Le ministère du Pétrole se vante d'intérêts nets à hauteur de 6 milliards de dollars pour le mois de février. Soit un accroissement des bénéfices d'un tiers par rapport à la même époque en 2010. Principale raison, l'envolée du prix du baril notamment causée par les mouvements de contestation en Libye. Tripoli est en effet dans l'incapacité d'alimenter ses pipelines depuis que les insurgés ont mis la main sur les champs pétroliers du pays. Une conjoncture dont les dirigeants irakiens semblent vouloir profiter. Selon le cabinet, l'augmentation de la valeur du brut devrait permettre d'injecter 8 milliards de dollars supplémentaires dans le budget annuel. Une annonce qui vise à faire baisser le vent de protestations auquel le gouvernement irakien fait également face, alors qu'une nouvelle journée de mobilisation est prévue vendredi.

[RFI](#)

4-4 Le FMI sceptique sur les objectifs de production de pétrole de l'Irak.

Le Fonds monétaire international s'est montré sceptique lundi sur les objectifs de production de pétrole de l'Irak, en l'absence d'une infrastructure suffisamment solide pour les atteindre.

Dans un rapport d'étape sur son prêt accordé au pays en février 2010, le Fonds a légèrement abaissé sa prévision de production de pétrole pour cette année.

Le FMI table sur 2,75 millions de barils par jour en 2011, contre 2,8 millions prévus en octobre. En 2010, il estime que la production de l'Irak a atteint 2,35 millions de barils par jour.

A plus long terme, cette production, qui assure plus de 90% des recettes fiscales de l'Etat, a peu de chances d'atteindre les 13 millions de barils par jour que vise le pays pour 2017.

Pour le FMI, toutes les conditions ne sont pas encore établies pour que l'Irak fasse décoller sa production, bien qu'étant en "deuxième place derrière l'Arabie Saoudite en termes de réserves prouvées", avec 143 milliards de barils.

"Même si ces objectifs de production sont réalisables à plus long terme, les principaux risques dans les années à venir seront les goulets d'étranglement dans l'infrastructure d'exportation, un problème qu'il faudra résoudre", ont indiqué les économistes de l'institution.

Le Fonds a établi deux projections, celle du "cas idéal", où l'Irak dépasserait les 10 millions de barils par jour en 2016, et une autre "prudente", où la barre de 5 millions de barils ne serait franchie qu'en 2017.

Le FMI a relevé à 12,2% sa prévision de croissance pour l'Irak en 2011, contre 11,5% lors de son rapport précédent en octobre. En 2010, la croissance n'avait été que de 0,8%, selon ses estimations.

Le Fonds a également souligné l'ampleur du chômage.

"Bien que les données fiables manquent, le chômage était estimé à environ 12% en 2008. Le chômage réel, particulièrement dans la jeune génération, a des chances d'être plus élevé, cependant, car une grande partie de la population adulte n'est pas dans la population active", a-t-il expliqué.

AFP / 29 mars 2011

5 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

5-1 Irak de la colère: le trouble jeu de Moqtada al-Sadr.

Le 5 janvier dernier, Moqtada al-Sadr a débarqué de l'avion d'Ali Akbar Salehi, ministre iranien des Affaires étrangères, venu en Irak pour effectuer sa première visite officielle. Le Sayyed (1) n'avait pas remis les pieds à Bagdad depuis 2008, installé à Qom pour parfaire son éducation religieuse et devenir ayatollah.

A Nadjaf, le 8 janvier, dans un discours public, il a rappelé au Premier ministre Nouri al-Maliki – élu grâce aux voix des 39 députés sadristes - qu'il a les «moyens politiques» de le renverser. Il l'a prévenu qu'il n'acceptera pas la présence de troupes américaines après la fin 2011, date fixée par le pacte de sécurité américano-irakien (SOFA). Parallèlement, il a enjoint ses partisans à résister, « par tous les moyens », à l'occupation. Les activités de l'Armée du Mahdi étant officiellement gelées depuis août 2008, il dispose d'un autre bras armé, plus expérimenté et plus discipliné: la Brigade du Jour Promis, que les Etats-Unis soupçonnent d'attaquer leurs bases.

Le 10 janvier, par l'intermédiaire du député sadriste Bahaa al-Aaraji, Moqtada a demandé au Parlement et au gouvernement d'allouer à chaque citoyen irakien un pourcentage des revenus pétroliers, un terrain et des facilités pour y construire une maison, afin, notamment de relancer le secteur agricole, en pleine déliquescence depuis 2003 (2). Sur le marché, les produits importés de Turquie ou... d'Israël – étiquetés Made in Jordan - sont moins chers que ceux d'origine irakienne.

Campagne de diffamation, chantage

La réaction de Nouri al-Maliki – et des Etats-Unis - ne s'est pas faite attendre. Un envoyé du Premier ministre irakien a remis à Moqtada un message l'informant que le gouvernement ne se portait pas garant de sa sécurité, et que le mandat d'arrêt délivré contre lui en 2004, l'accusant d'avoir fait assassiner l'ayatollah Abdul Majid al-Khoï (3) à Nadjaf, était toujours exécutoire. Il risquait d'être arrêté, à la demande express de Haydar, fils de ce dernier, résidant à Londres. Des « documents compromettants » auraient également été remis à Moqtada pour l'inciter à plus de modération, voire à déguerpir. Il s'agirait de photos données par la CIA à Maliki, trouvées, comme par hasard, dans les archives des services secrets de Saddam Hussein.

Les menaces de mort proférées à son encontre étaient plus sérieuses (4). Depuis plusieurs semaines, les sites Internet de Asaib Ahl al-Haq - La Ligue des Vertueux - organisation terroriste pro-iranienne soi-disant rentrée dans le rang (5), se répandaient en insultes, calomnies et menaces contre Moqtada al-Sadr. Asaib Ahl al-Haq avait même diffusé une déclaration rendant son meurtre « licite » pour tout musulman. Relation de cause à effet ? Le 18 janvier, à l'étonnement de ses proches, le Sayyed repartit en Iran sans crier gare, pour, selon des proches, « poursuivre ses études religieuses ».

Mise en cause du confessionnalisme

L'apparition inattendue dans les rues de Bagdad et des principales villes d'Irak de milliers de manifestants - dans la foulée des révolutions tunisiennes et égyptiennes - réclamant des conditions de vie meilleures, allait changer la donne. Dans un premier temps, le Grand ayatollah Ali al-Sistani et Moqtada al-Sadr leur apportèrent leur soutien. Mais, quand il devint évident que la plupart des contestataires mettait en cause le système confessionnel, et que le fragile équilibre parlementaire soutenant Nouri al-Maliki risquait de s'effondrer, la nomenklatura chiite – Moqtada compris - changea de camp. Le 23 février, le Sayyed, apparemment rentré en grâce, revint à Najaf pour adjurer les Irakiens de ne plus manifester. Assurant toujours soutenir leurs revendications, il proposait un referendum sur les services publics (6) et leur demandait de donner six mois de répit au gouvernement pour faire la preuve de ses capacités.

Moqtada aurait mieux fait de se taire, et de choisir son camp une fois pour toutes. Ses changements de position à 180° finissent par dérouter ses partisans les plus indulgents. Les journées de la colère irakienne se succèdent et prennent de l'ampleur. Celle du 25 février fut sanglante (7). La répression qui a suivi aussi, mais elle n'a pas dissuadé des milliers de manifestants, le 4 mars, de conspuer de nouveau leurs dirigeants « incapables et corrompus » au cri, notamment, de « Le pétrole pour le peuple, pas pour les voleurs ». Les murs de béton posés sur le pont Al-Joumhouriya pour empêcher la vague de colère d'atteindre la Zone verte ne tiendront pas toujours.

Sources :

(1) Titre donné aux descendants du Prophète Muhammad.

(2) Shiite Leader, Muqtada al-Sadr, demands govt. to allocate oil share for each Iraqi citizen
http://en.aswataliraq.info/Default1.aspx?page=article_page&id=140447&l=1

(3) L'ayatollah Abdul Majid al-Khoï, considéré comme un agent britannique, a été assassiné le 10 avril 2003 à Najaf. Le juge enquêtant sur cette affaire est Raed al-Juhi, porte-parole du tribunal spécial ayant jugé le Président Saddam Hussein.

(4) Al-Sadr fled to Iran due to assassination fears, par Ma'ad Fayad (Ashark Al-Awsat – 26/1/11)
<http://www.aawsat.com/english/news.asp?section=1&id=23926>

(5) Asaib Ahl al-Haq (AAH, pour les Américains), du nom de l'armée qui devrait accompagner l'Imam al-Mahdi à sa réapparition lors du Jugement dernier, est issue d'une scission de l'Armée du Mahdi. Elle est dirigée par Qais Khazali, adepte du Grand ayatollah Mahmoud Hashemi Shahroudi et un des principaux suspects du meurtre de l'ayatollah Al-Khoï.

Asaib Ahl al-Haq est étroitement liée à la Brigade al-Qods des Gardiens de la révolution islamique iranienne. Plusieurs de ses membres - dont Qais Khazali, arrêté à Bassora en 2007 -, emprisonnés par les forces d'occupation américaines, ont été libérés sur intervention de Nouri al-Maliki en échange de la libération d'un otage britannique et de la promesse de « soutenir le processus politique ».

(6) Iraqi Shiite Leader Muqtada al-Sadr returns, and announces referendum on public services
<http://jafrianews.com/2011/02/26/iraqi-shiite-leader-muqtada-al-sadr-returns-and-announces-referendum-on-public-services/>

(7) Journées de la colère en Irak : le sang coule

<http://0z.fr/fDKEy>

5 mars 2011

Sur France-Irak Actualité :

<http://0z.fr/YPGI4>

<http://www.france-irak-actualite.com/article-irak-de-la-colere-le-trouble-jeu-de-moqtada-al-sadr-68653288.html>

6 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

6-1 Charles DAVIS, Medea BENJAMIN : Il vaut mieux commettre un crime de guerre que d'en dévoiler un ... -

Le calvaire de Bradley Manning .

Sous Obama, il vaut mieux commettre un crime de guerre que d'en révéler un ...

Bradley Manning est accusé d'avoir humilié l'establishment politique en révélant la complicité d'importants officiels étasuniens dans l'exécution et la dissimulation de crimes de guerre. Pour le punir d'avoir écouté sa conscience, le gouvernement étasunien le maintient abusivement en cellule d'isolement, l'humilie et essaie de le garder derrière des barreaux sa vie entière.

La leçon est claire et les soldats l'ont comprise : Il vaut mieux commettre un crime de guerre que d'en dévoiler un.

Manning, un officier des services secrets de 23 ans en service au Kuwait - choqué par ce qu'il a vu - a supposément communiqué des dizaines de milliers de câbles du département d'état au Website spécialisé dans les révélations Wikileaks. Ces câbles montrent que des officiers étasuniens ont couvert à peu près tous les crimes, des viols d'enfants financés par le trésor public en Afghanistan aux bombardements illégaux du Yemen. Manning est aussi accusé d'avoir fait fuiter la vidéo qui montre des pilotes étasuniens tirant sur plus d'une douzaine d'Iraqiens à Bagdad, dont deux journalistes de Reuters, puis tuant le père de deux enfants qui s'était arrêté pour leur porter secours. Les deux jeunes de l'homme furent aussi sérieusement blessés.

"Eh bien c'est leur faute ! Ils n'ont qu'à pas amener des enfants à la guerre" a déclaré un pilote étasunien que le remords n'étouffait pas dans cette vidéo de juillet 2007 intitulée "meurtre collatéral".

Aucun de ces soldats coupables de crime de guerre n'a été puni, ni aucun des officiels de haut rang qui leur ont donné leur aval. En fait, un soldat a plus de chance de recevoir une médaille que d'aller en prison s'il commet un crime de guerre. Et que se passe-t-il pour ceux qui ont donné leur aval ? Eh bien on leur offrira un contrat pour écrire un livre et des émoluments à 6 chiffres pour faire des conférences. Vous n'avez qu'à demander à George W. Bush. Ou à Dick Cheney, Donald Rumsfeld ou Condoleezza Rice. Ou au "respectable" (on se demande bien en quoi) Colin Powell.

En fait, tout indique que Manning serait dans une bien meilleure position aujourd'hui -probablement en train de faire des conférences plutôt que de croupir en cellule d'isolement- s'il avait tué lui-même ces hommes à Bagdad.

J'exagère ? Regardez ce qui est arrivé aux soldats étasuniens qui pendant quelques heures - pas quelques minutes - sont allés de maison en maison dans la ville irakienne de Haditha et ont exécuté 24 hommes, femmes et enfants en représailles du bombardement du bord de la route.

"Je les ai vus tirer sur mon grand-père, d'abord dans la poitrine, puis dans la tête" a déclaré un des deux témoins qui ont survécu au massacre, Eman Waleed, un enfant de neuf ans. "Puis ils ont tué ma grand-mère." Presque cinq ans plus tard, il n'y a aucun des hommes qui a pris part au massacre derrière les barreaux. Et en dépit d'une enquête qui a révélé que des déclarations faites par la chaîne de commandement "suggéraient que la vie des civils iraqiens n'est pas aussi importante que la vie de soldats étasuniens" et que le meurtre de civils innocents à la peau brune "était juste le prix de revient du business" aucun de leurs supérieurs n'est derrière les barreaux non plus.

Maintenant regardez comment Bradley Manning est traité. Le premier mars, l'armée a accusé Manning de 22 délits supplémentaires -en plus des premières charges qui étaient d'avoir révélé de l'information classifiée, d'avoir désobéi aux ordres et de s'être mal conduit de façon générale. Une des nouvelles accusations "aide à l'ennemi" est passible de mort. Cela signifie que Manning est susceptible d'être exécuté ou de passer toute sa vie en prison pour avoir dévoilé l'horrible vérité du l'Empire étasunien. Pendant ce temps, l'administration Obama a décidé de rendre la période qui précède le procès aussi inhumaine que possible pour Manning, en le maintenant en cellule d'isolement 23 heures par jour, depuis son arrestation il y a 10 mois, un traitement qui le groupe "psychologues pour la responsabilité sociale" qualifie de "traitement pour le moins cruel, inhabituel et inhumain en violation avec la loi étasunienne."

En plus de l'horreur de l'isolement sur le long terme, Manning n'a pas le droit de faire de l'exercice dans sa cellule ni d'avoir des draps et un oreiller. Et toutes les cinq minutes il doit répondre par l'affirmative au garde qui lui demande s'il est "OK"

Il ment probablement.

Et maintenant ça empire encore. Sur son blog, l'avocat militaire de Manning, le Lt David Coombs, révèle que son client est désormais complètement déshabillé le soir, et laissé nu et sous surveillance étroite pendant sept heures. Quand on sonne le réveil à 5 heures du matin il est alors "obligé de se tenir debout tout nu devant sa cellule."

Si vous me faites remarquer que l'empereur n'a pas d'habits, je vous dirais que l'Empire va s'assurer que vous n'en ayez pas non plus.

Les officiels de la base de la Marine de Quantico où Manning est enfermé prétendent que cette mesure n'est pas "une punition" mais que c'est au contraire "une mesure conservatoire" destinée à l'empêcher de se faire du tort à lui-même. Croyez-vous vraiment que Manning va s'étrangler avec ses sous-vêtements - et qui plus est en étant sous surveillance 24 heures sur 24 ?

"Est-ce que c'est Quantico ou Abu Ghraib ?" a demandé le républicain Dennis Kucinich dans un communiqué de presse. C'est une bonne question, Monsieur le représentant du Congrès. Comme il en a été pour les hommes emprisonnés dans la chambre de torture du précédent président étasunien, Manning est humilié et torturé bien qu'il n'ait même pas été jugé par un tribunal militaire, et encore moins jugé coupable de quelque crime que ce soit.

Et voilà où en est l'homme de loi spécialiste en droit constitutionnel qui s'est présenté comme le candidat de l'espoir et du changement.

Vous souvenez-vous de l'époque où Obama faisait campagne contre ces mêmes techniques de torture pratiquées par Bush et ses supporters ? Vous rappelez-vous qu'Obama a dit : "Ceux qui révèlent des choses cachées témoignent de la bonne santé d'une démocratie et on doit les protéger des représailles" ?

On voit maintenant que son soutien pour eux n'était que de la rhétorique. Depuis il a été élu.

Et c'est un fait, en dépit de ses belles promesses et de ses belles paroles, la manière dont Obama traite Manning n'est pas différente de ce que faisait Richard Nixon. Pas plus qu'Obama -qui a poursuivi plus de personnes pour avoir communiqué des informations secrètes que n'importe quel autre président dans l'histoire- Nixon n'aimait les "mouchards" et ne voulait que le public étasunien sache ce que faisait son gouvernement. Et comme Obama il a prétendu que Daniel Ellsberg, qui avait révélé les Documents du Pentagone avait "aidé et soutenu l'ennemi" en dévoilant la vérité sur la guerre du Vietnam.

Mais il y a une différence : Richard Nixon n'a jamais jeté le grand héros qui a révélé la vérité à son époque seul dans un cachot et ne l'a pas torturé. Si seulement on pouvait en dire autant de Barak Obama.

Charles DAVIS, Medea BENJAMIN

Medea Benjamin est cofondatrice de Global Exchange et CODEPINK : Women for Peace

Charles Davis est un journaliste indépendant.

Le 20 mars, CODEPINK et d'autres marcheront vers la base de la Marine de Quantico pour soutenir Bradley Manning.

Pour consulter l'original : <http://www.counterpunch.org/benjami...>

(Counterpunch)

Traduction : D. Muselet pour Le Grand Soir

EN COMPLEMENT :

le site de soutien à Bradley Manning : <http://www.bradleymanning.org/fr>

mars 2011

URL de cet article 13021

<http://www.legrandsoir.info/Le-calvaire-de-Bradley-Manning-Sous-Obama-il-vaut-mieux-commettre-un-crime-de-guerre-que-d-en-reveler-un-Counterpunch.html>

6-2 DÉCLARATION D'«ACTION URGENTE CANADA».

Montréal, le 21 mars 2011

Nous sommes un groupe de citoyennes/ens canadiennes/iens et d'autres origines préoccupées/és par les politiques de guerre et de domination du gouvernement canadien et par l'abandon des principes de paix, de justice sociale, de relations internationales basées sur l'égalité et le développement des peuples.

Tenant compte du fait que la majorité de la population du Canada s'oppose aux guerres, mais que les gouvernements canadiens successifs, libéraux et conservateurs, ne l'écoutent pas, nous exigeons IMMÉDIATEMENT UNE ACTION URGENTE DU PEUPLE DU CANADA. Nous lançons un appel aux citoyennes/ens et aux organisations démocratiques, syndicales, politiques, populaires de poser les gestes suivants :

Dénoncer et nous opposer à la «spirale guerrière et antidémocratique dans laquelle le Canada s'enfonce de plus en plus» aux côtés des États-Unis au cours des nombreuses guerres déclenchées et menées conjointement avec le Canada, en violation du droit international et les droits de la personne :

Yougoslavie en 1999, Afghanistan en 2001, Irak en 2003, Liban en 2006, Gaza en 2009 et maintenant LIBYE en 2011.

Empêcher que notre argent, l'argent de millions de contribuables canadiens soit dilapidé dans des guerres qui n'accroissent que les profits du grand pouvoir économique d'une infime minorité de membres de la société. Cette spirale de guerre croissante coûtait, en 2009-2010, 58 millions de dollars par jour aux contribuables canadiens. Cet argent des fonds publics pourrait être investi dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la création d'emplois, de la lutte contre la pauvreté, de la protection de l'environnement, qui profiteraient à l'ensemble de la population canadienne et de la planète.

Nous opposer à toute intervention militaire, qu'on nous présente sous de faux arguments tels que la menace terroriste, l'aide aux crises humanitaires provoquées par les grandes puissances ou la défense des droits de la personne des peuples, violés par les envahisseurs eux-mêmes, mensonges qui sont tous très bien défendus par les médias alliés aux intérêts économiques et politiques des seigneurs de la guerre.

Nous défendons les principes suivants :

-1-Le droit des peuples et des nations à vivre en paix et à lutter contre le colonialisme, l'impérialisme, le néo-colonialisme, le racisme et le sionisme; la ségrégation et tout type d'agression contre eux;

-2-Le droit des peuples et des nations d'une région à s'unir pour combattre toute invasion et occupation de cette région par des puissances étrangères;

-3-Le droit des peuples et des nations à l'autodétermination et à la souveraineté. En effet, les guerres d'invasion et d'occupation, les guerres civiles et locales provoqués de l'extérieur, les déstabilisations contre des gouvernements qui représentent légitimement leur peuple, tel que des coups d'États ou des blocus organisés par des puissances étrangères aggravent la situation économique, politique et mondiale des peuples et des nations, intensifient les conflits, la pauvreté, la destruction de l'environnement et des structures économiques et sociales des pays, engendrent des crises humanitaires et ont de graves conséquences pour l'humanité, comme ce fut le cas des guerres menées au Vietnam, en Irak, en Palestine, en Afghanistan, dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et en Europe, qui peuvent étendre les conflits et entraîner une intervention de pays voisins et la participation de plusieurs puissances dans les conflits.

Nous nous basons, en partie, sur la Déclaration de l'organisation «Échec à la guerre» intitulée «Pour en finir avec la logique de guerre et de domination» endossée par 119 organisations et 165 personnes publiée la semaine dernière

Les membres d'«Action urgente Canada»

/ e-mail : actionurgentecanada@gmail.com

7 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

7-1 Les autorités suisses doivent enquêter sur W. Bush.

(qui annule sa visite à Genève).

06 février, 2011 by AtMOH

Nous vous transmettons les deux communiqués de presse d'Amnesty International sur la venue de George W. Bush en Suisse, annulée suite à d'éventuelles poursuites judiciaires concernant des actes de torture qu'il aurait autorisés.

On se souviendra que W. Bush fut déjà inquiété par la justice espagnole mais aussi, dans une certaine mesure, aux Etats-Unis:

[Un juge espagnol rouvre une enquête sur de hauts responsables de Bush](#)

7-2 Le président George W. Bush annule sa venue en Suisse

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Dimanche 6 février 2011

L'ancien président américain **George W. Bush** ne se rendra pas à Genève le 12 février, selon des informations parues dans la Tribune de Genève. Cette annulation intervient alors qu'étaient lancés des appels à protester et évoqués d'éventuelles poursuites judiciaires contre l'ancien président.

Vendredi 4 février, Amnesty International a adressé aux procureurs genevois et fédéraux une analyse factuelle et juridique détaillée concernant la responsabilité pénale de George Bush dans des actes de

torture qu'il aurait autorisés. L'organisation concluait que la Suisse disposait d'informations suffisantes pour ouvrir une information judiciaire contre l'ancien président américain.

Au titre de ses obligations internationales, la Suisse serait tenue de prendre une telle mesure si George Bush entraît sur son territoire.

Les organisateurs de l'événement auquel George Bush devait assister ont déclaré à la Tribune de Genève qu'ils avaient décidé d'annuler sa venue en raison de la « controverse » qu'elle a suscitée. Ils ont démenti que l'éventuelle ouverture d'une enquête sur l'ancien président américain ait pesé sur leur décision.

Amnesty International a engagé à plusieurs reprises les autorités américaines à enquêter sur la responsabilité des plus hauts responsables américains dans des actes de torture, et plus particulièrement de George Bush, et a renouvelé sa requête après la publication de ses Mémoires en novembre 2010. Les États-Unis se sont abstenus de mener des investigations susceptibles de passer en revue de manière satisfaisante la responsabilité pénale présumée de l'ancien président pour ces agissements et tout laisse à penser qu'ils ne le feront pas.

« À ce jour, nous n'avons recensé qu'un petit nombre d'enquêtes militaires sur les détentions et les interrogatoires en Irak, en Afghanistan et à Guantánamo. Mais aucune n'a eu l'envergure ni l'indépendance nécessaires pour enquêter sur de hauts responsables tels que l'ancien président George Bush, » a indiqué Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International.

« Parallèlement, il n'y a eu quasiment aucune obligation de rendre des comptes pour les crimes commis dans le cadre du programme de détentions secrètes géré par la CIA, auquel George Bush, alors président, avait donné son aval. » Dans tous les pays du globe où il se rend, notamment dans les 147 États parties à la Convention des Nations unies contre la torture, il peut faire l'objet d'investigations et de poursuites pour sa responsabilité présumée dans des actes de torture et des crimes relevant du droit international.

« Les autorités américaines s'étant jusqu'ici abstenues de traduire George Bush en justice, la communauté internationale se doit d'intervenir », a conclu Salil Shetty.

06 février, 2011 by AtMOH

7-3 Information judiciaire contre l'ancien président américain George W. Bush.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Dimanche 6 février 2011

Amnesty International a engagé les autorités suisses dimanche 6 février à ouvrir une information judiciaire contre l'ancien président américain **George W. Bush** alors qu'il prévoit de se rendre dans le pays le 12 février.

Le président George Bush a reconnu dans ses Mémoires publiés en novembre 2010 et dans une interview télévisée qu'il avait donné son aval à l'Agence centrale du renseignement (CIA) pour l'utilisation d'un certain nombre de « techniques d'interrogatoire poussé », y compris du « waterboarding » (simulacre de noyade), sur les personnes détenues dans le cadre du programme secret de la CIA.

« Les autorités suisses seraient tenues d'arrêter l'ancien président et d'ouvrir une enquête, même si elles se fondaient uniquement sur ses propres déclarations selon lesquelles il a autorisé le « waterboarding », technique d'interrogatoire qui constitue sans conteste un acte de torture, » a indiqué Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International.

« Il est rare qu'une personne jouissant d'une aussi grande notoriété que le président George Bush reconnaisse, à la télévision ou par écrit, son implication personnelle présumée dans des crimes relevant du droit international – mais c'est bien ce dont il s'agit. »

« Les autorités américaines s'étant jusqu'ici abstenues de traduire George Bush en justice, la communauté internationale se doit d'intervenir. »

Le mémoire adressé par Amnesty International aux procureurs et aux représentants du gouvernement suisse s'interroge sur la responsabilité légale de l'ancien président dans deux affaires pour lesquelles il a autorisé la CIA à recourir au « waterboarding ».

En effet, l'inspecteur général de la CIA a conclu que les deux détenus concernés, Zayn al Abidin Muhammed Husayn (plus connu sous le nom d'Abu Zubaydah) et Khalid Sheikh Mohammed, ont été soumis, à eux deux, au « waterboarding » à au moins 266 reprises en 2002 et 2003. Cette technique consiste à attacher les détenus, à les incliner vers l'arrière, et à leur verser de l'eau dans les narines et la bouche. Abu Zubaydah et Khalid Sheikh Mohammed ont ressenti la douleur et la souffrance de l'asphyxie par noyade.

Dans le cadre du programme de détentions secrètes de la CIA, mis sur pied avec l'autorisation de George Bush, alors président, au moins 20 autres détenus ont été soumis à un éventail de « techniques d'interrogatoire poussé », notamment au maintien dans des positions debout douloureuses pendant des heures, à la privation de sommeil et aux coups et blessures.

Le mémoire d'Amnesty International met en évidence de nouveaux éléments de preuve d'actes de torture et d'autres crimes relevant du droit international commis contre les personnes détenues sous la responsabilité de l'armée américaine à Guantánamo, en Afghanistan et en Irak.

Depuis plus de six ans, Amnesty International exhorte les autorités américaines à enquêter dûment et à déférer à la justice toute personne présumée responsable des crimes relevant du droit international perpétrés durant la « guerre contre le terrorisme ». Les États-Unis ne se sont pas acquittés de leurs obligations.

« La Suisse s'enorgueillit de soutenir la justice internationale. L'occasion lui est offerte de traduire cet engagement en actes », a conclu Salil Shetty.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*